



Paris, le 26 août 2018

**Discours de Laurent WAUQUIEZ,
Président des Républicains,**

Fédération de Haute-Loire, Mont Mézenc – 26 août 2018

Vous le savez, ce lieu a pour moi beaucoup d'importance. Je vous remercie tous une fois encore d'avoir été si nombreux à répondre présents, une fois encore. Votre fidélité me touche. Pardon aussi à tous ceux que nous n'avons pu inscrire faute de places sous le chapiteau et qui ont quand même fait l'effort de venir.

Tout à l'heure, nous monterons ensemble au sommet de cette montagne aussi forte que sereine. Ces paysages m'ont toujours parlé, j'ai appris à les aimer, à aimer ces lieux marqués par l'histoire, celle du chemin de Saint-Jacques, celles des camisards protestants, celle de la République française apportant l'école dans chaque commune, celle de la résistance du Mont Mouchet ou du Chambon sur Lignon, terre des justes. C'est ici que j'ai nourri beaucoup de mes rêves. Cette France dont nous sommes les héritiers et que je voudrais tant à mon tour transmettre à mes enfants. Et si nous sommes là c'est d'abord, et avant tout, pour cela.

Aujourd'hui, je ne suis pas là pour vous parler de petits calculs politiques ; la politique où l'on se regarde le nombril est frappée du sceau de la médiocrité. C'est de la France dont je voudrais que nous parlions.

Que se passe-t-il ?

« Tout en politique est temporaire sauf la sensibilité profonde d'un peuple ». J'aime cette phrase du philosophe Roger Scruton. Quelle est la sensibilité profonde du peuple français ? Il y a en France un mélange d'espoir, d'attente et d'inquiétude. Les Français aiment et sont fiers de leur pays mais ils se demandent au plus profond d'eux-mêmes quelle France nous allons

Seul le prononcé fait foi

transmettre à nos enfants. Et les Français ressentent avec tristesse le déclassement, le délitement et la dépossession de leur pays. Cette question ils se la posent à la fois pour leur niveau de vie - ils voient notre pays reculer année après année et les classes moyennes en payer le prix - et pour leur mode de vie où pour le dire simplement les Français refusent de devenir étrangers dans leur propre pays.

Tels sont les deux défis majeurs qui sont posés à la France.

Pourquoi je m'oppose à Emmanuel Macron et à sa politique ? pas au nom d'une opposition systématique qui n'aurait pas grand sens, mais parce que je crois profondément qu'il ne répond à aucun de ces défis.

Je n'ai pas changé d'avis, très tôt j'ai mis en garde contre les illusions du macronisme.

Je pose cette question simple, avez-vous l'impression qu'au bout d'un an les choses se soient améliorées dans notre pays ? Je le dis très clairement, en un an la situation s'est dégradée. Un an après l'élection d'Emmanuel Macron, la France ne va pas mieux ; un an après l'élection d'Emmanuel Macron, les Français ne vivent pas mieux.

Le pouvoir d'achat a-t-il progressé ?

L'insécurité a-t-elle reculé ?

La bureaucratie a-t-elle été réduite ?

L'immigration massive a-t-elle diminué ?

L'islamisme a-t'il été endigué ?

Il y a un an, les Français, et c'est bien normal, ont souhaité donner du temps au Président qu'ils venaient d'élire. Mais au bout d'un an, les illusions de la communication ne font plus écran.

Cette rentrée c'est celle de la fin du mirage macronien.

Et les Français posent cette question simple : qu'avez-vous fait de notre confiance ? Où sont vos résultats ?

Et il n'y a pas de résultats et cette première année est un échec.

Nous avons depuis le début de l'année la croissance économique la plus faible de toute la

Seul le prononcé fait foi

zone euro, même la Grèce fait mieux que nous ; le pouvoir d'achat connaît sa plus forte baisse depuis dix ans ; les dépenses publiques progressent autant que sous Hollande – il fallait quand même arriver à le faire – et nous sommes le seul pays de la zone euro à ne pas avoir réduit sa dette.

Dans cette rentrée, on découvre que la croissance fléchit et tout ceci nous est présenté comme si c'était une nouvelle tombée du ciel. Mais c'est Emmanuel Macron qui est responsable d'avoir asphyxié la croissance par ses augmentations d'impôts. C'est Emmanuel Macron qui a pénalisé la consommation en augmentant massivement les taxes. C'est lui qui s'apprête à alourdir les contraintes sur les entreprises.

Nous avions mis en garde l'année dernière contre l'ampleur de l'augmentation de la CSG et son caractère injuste. Il a balayé tout ceci d'un revers de main. Il a créé en un an 8 taxes supplémentaires. La facture de l'essence a été alourdie et un ménage payera d'ici à la fin du mandat près de 500 euros de plus chaque année pour le diesel et le chauffage au fioul. Et je n'oublie pas la politique familiale, les APL ou encore la fiscalité des PEL et de l'assurance vie. La mauvaise surprise de l'année sera le prélèvement à la source qui conduira les ménages à avancer l'argent à l'Etat pour leurs crédits d'impôts ce qui est quand même un comble.

C'est bien simple, tout a augmenté.

Quel est le problème majeur de notre pays ?

Il y a trop d'impôts, trop de taxes, trop de charges. Les Français ploient sous le fardeau. Cette politique fait disparaître les classes moyennes et condamne tout espoir d'ascenseur social.

Nous avons le triste record des prélèvements obligatoires d'Europe et jamais les Français n'ont payé autant d'impôts.

Quel est le problème majeur de cette rentrée ?

Je dis à Emmanuel Macron qu'il est plus que temps de rendre l'argent aux Français. Je le dis aussi crument que cela, parce que la réalité est aussi simple que cela. Il faut rendre l'argent aux Français, il faut rendre du pouvoir d'achat aux Français.

Que venons-nous d'apprendre ? Exactement l'inverse, au lieu d'assumer des économies courageuses sur le train de vie de l'Etat, c'est à nouveau dans la poche des classes moyennes que l'on va chercher des efforts. Les retraites et la politique familiale ne seront plus revalorisées en fonction de l'inflation. C'est injuste. Ce qu'on attend d'eux c'est que eux fassent des économies au lieu d'en demander aux Français. En réalité, Emmanuel Macron n'a rien compris et rien

Seul le prononcé fait foi

entendu, il a assommé la croissance en 2017 avec ses impôts et il refait la même erreur dans cette rentrée.

Et pourquoi ne change-t-il pas ? Mais tout simplement parce qu'il ne fait aucune économie sur la dépense publique. Il faut arrêter le gaspillage de l'argent public pour pouvoir diminuer les impôts. C'est pourtant la seule politique économique qui vaille.

Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois dans la fonction publique s'est encore accru. Depuis son élection, la dette a monté de 40 milliards d'euros. Ce soir, nous nous couchons et demain matin la dette de la France aura encore augmenté de 100 millions d'euros, la dette de la France c'est-à-dire la dette de nos enfants et de nos petits enfants.

Emmanuel Macron n'a pas compris que la vraie transgression qu'attendaient les Français ce n'était pas de faire chanter un groupe de rap grossier sur le perron de l'Élysée mais de rompre avec la pratique française du gaspillage de l'argent public.

Et nous qu'avons-nous fait ? Ici en Auvergne-Rhône Alpes nous avons maintenant la région la mieux gérée de France, la seule région fusionnée à avoir diminué ses frais de fonctionnement. En deux ans nous avons baissé nos dépenses de fonctionnement de 12% et le résultat c'est que la fiscalité régionale n'a pas augmenté d'un centime. Qu'on ne me dise pas que ce n'est pas possible ! C'est juste une question de volonté. Il faut un Etat qui fasse moins de choses, mais qui le fasse mieux. Moins de technocratie, moins de pesanteur, moins de contrôles.

Le gouvernement aura-t-il le courage de supprimer tous les régimes spéciaux et d'aligner les retraites du public et du privé ?

Le gouvernement a-t-il le courage de remplacer le RSA et tous les revenus d'assistantat par une allocation sociale unique qui incite enfin à reprendre un emploi ?

Le gouvernement est-il prêt à revenir aux 39 h dans la fonction publique ?

Le gouvernement arrêtera-t-il enfin sur l'aide médicale d'Etat qui permet l'accès gratuit à notre assurance maladie à des étrangers qui n'ont même jamais cotisé en France ?

Oui, je demande à Emmanuel Macron de faire enfin des économies et, en contrepartie, de renoncer aux augmentations d'impôts prévues notamment sur le carburant.

Comprenez-moi bien : je ne dis pas qu'il n'a rien fait. Je dis qu'il n'a pas traité les vrais

Seul le prononcé fait foi

problèmes des Français. Dans cette rentrée encore une fois, le président s'agite et feint de tout traiter en même temps. Il me fait penser au personnage de Tancredi dans le roman de Lampedusa *le Guépard* sur la décadence italienne, « il faut que tout change pour que rien ne

change ». Emmanuel Macron feint de tout changer mais en réalité rien ne change et les problèmes persistent. On s'enferme dans le bougisme parce qu'on n'a pas le courage de traiter les vrais problèmes de la France. On réforme le code du travail mais les employeurs ont toujours autant de mal à embaucher. On adopte une loi sur l'immigration et jamais on n'a délivré autant de titres de séjour en France. Cela peut faire illusion un temps mais ce temps est maintenant révolu.

A mesure que les illusions du macronisme se dissipent, notre responsabilité n'en est que plus grande car nous devons offrir aux Français un autre chemin.

Je le crois profondément, cela passera par une vraie écoute. Je veux vous expliquer ce que j'entends par là. Depuis bien longtemps les Français voient avec lucidité ce qui se passe. L'immense majorité aspire à redonner des fondations à notre pays. Mais ils ne sont pas entendus. La classe politique a perdu le bon sens, elle ne voit plus, elle n'entend plus, une petite élite confite dans ses certitudes a pris l'habitude de ne plus entendre, elle méprise ce que les Français disent. Au lieu de comprendre, on lui fait la leçon. A l'arrivée, chaque élection se traduit par une déception parce que, quoi qu'ils votent, les Français ne sont plus écoutés et ils ragent de voir à chaque fois la volonté populaire confisquée par un petit milieu qui admoneste ses leçons de morale. Ils ont inventé le mot de « populisme » pour justifier leur censure et faire taire ceux qui ne pensent pas comme eux. Ecouter les Français c'est donc être populiste. L'affaire est entendue, même plus besoin de débattre.

Quand je me suis engagé en politique, j'ai fait un choix sur lequel je ne suis jamais revenu, celui d'écouter les Français. Je n'ai jamais pensé que mon cursus m'autorisait à croire que j'avais la science infuse. J'ai toujours préféré écouter, apprendre et comprendre.

Quand un artisan dit qu'il n'arrive plus à embaucher et que tous ceux qui viennent repartent à peine au bout d'une journée de travail en trouvant que c'est trop fatigant, je me dis qu'il est temps d'en finir avec les méfaits de l'assistanat.

Quand les forces de police dans un des quartiers autour de Lyon expriment leur découragement

Seul le prononcé fait foi

à force d'avoir des équipements dégradés, des voitures qui ne marchent plus et d'avoir le sentiment que ceux qu'ils arrêtent ne sont jamais condamnés, qu'ils avouent recevoir des consignes venus d'en haut de ne plus rentrer dans certains quartiers le soir pour ne pas provoquer les caïds, je me dis qu'on ne peut plus laisser ainsi l'autorité de l'Etat reculer.

Quand Didier, mon ami, me confie parfois ses moments de découragement face au handicap et l'absence de soutien, je me dis qu'il y a tant de domaines où notre solidarité ne fait pas assez et tant de domaines où, à l'inverse, on ferme les yeux sur ceux qui profitent impunément du système.

Quand un gouvernement adopte en dépit du bon sens et sans la moindre concertation le passage à 80 km h, au lieu d'investir pour l'amélioration de nos routes, je me dis qu'ils sont bien loin de comprendre la vie quotidienne de millions de Français qui vont travailler tous les jours avec leur voiture.

Quand nos éleveurs disent avec l'évidence du bon sens « on nous demande tant d'effort pour l'environnement mais alors pourquoi laisser rentrer en Europe la viande d'Amérique latine bourrée aux hormones de croissance », je ne peux m'empêcher de penser qu'ils ont raison et que nous manquons de lucidité.

Quand un de mes amis, professeur d'histoire dans un quartier de Grenoble, m'explique qu'il a renoncé à organiser des voyages de classe à la cathédrale de Reims parce que certaines familles lui expliquent que ce n'est pas compatible avec leur religion ; quand je passe dans certaines villes de France et que je ne vois plus aux terrasses des cafés que des hommes parce que les femmes en ont été bannies, je refuse de me résigner à ce que ce soit cela l'avenir de la France.

La politique qui n'écoute pas est la politique qui a décidé de ne plus voir le réel et la politique qui ne voit plus ne pourra jamais agir. Cette politique-là ne pourra jamais redresser la France.

Et bien, c'est cette même attitude qui conduit à nier le problème des migrants ; c'est le même mépris qui conduit à sous-estimer les questions d'identité et de sécurité ; c'est ce qui amène Emmanuel Macron à estimer qu'il n'y pas de crise migratoire. Mais faut-il être aveugle

Seul le prononcé fait foi

pour dire cela et ne pas faire face à la réalité ?

Je ne sous-estime pas la complexité du débat mais précisément je refuse qu'on le résume aux méchants populistes d'un côté et aux belles âmes de l'autre. Je comprends très bien le raisonnement de ceux qui disent que du point de vue humanitaire on doit accueillir et qui peut rester insensible face à la détresse ? Je me suis rendu moi-même à la frontière avec l'Italie et

Comment ne pas être touché aussi par ces visages labourés par l'épreuve ?

Je comprends ceux qui appellent à la solidarité. Mais comment ne pas voir que derrière les cas individuels c'est aussi l'avenir de notre pays qui est en jeu ? Comment ne pas voir que c'est une fausse générosité de priver les pays d'Afrique de leur jeunesse ? Comment ne pas comprendre que nous sommes au bout de nos capacités d'intégration et que cette immigration de masse est aujourd'hui une menace culturelle pour la civilisation européenne.

Je le dis, il n'y a pas de droit des migrants de s'installer librement partout dans le monde. Il n'est pas normal que ce soit les passeurs et les mafias qui décident de qui s'installe sur le sol européen.

Il est temps de sortir du bal des hypocrisies. On ne prend pas l'Aquarius dans les ports français mais le président de la république accepte de prendre les migrants de l'Aquarius dans nos villes. C'est toute sa politique qui est résumée dans ces faux semblants.

La question que se pose aujourd'hui l'Europe c'est comment répartir les migrants entre les pays, mais la question que se posent les Européens c'est comment arrêter les flux des migrants.

Je demande une refondation totale de la politique migratoire européenne. D'abord, il faut avoir le courage d'affirmer que notre politique de l'asile ne peut pas être utilisée pour des gens qui sont en réalité des migrants économiques et qui viennent de pays où il n'y pas la guerre. L'Europe ne peut accueillir tout le monde. Ensuite, il faut que les demandes d'entrée en Europe soient faites de l'autre côté de la Méditerranée et un refus systématique doit être opposé à ceux qui rentrent sans avoir respecté les règles européennes. De plus, il faut arrêter ces bateaux qui à l'image de l'Aquarius deviennent en réalité complice de la traite des hommes faite par les passeurs. Les bateaux ne doivent pas accoster sur le continent européen, ils doivent être ramenés sur les côtes africaines. Et enfin, les pays européens doivent mener des vraies politiques de reconduite à la frontière de ceux qui ne se sont pas vus reconnaître le droit d'asile.

Seul le prononcé fait foi

Défendre son identité, être attaché à son pays, aimer sa culture, croire à la nécessité des frontières, c'est tout cela qu'Emmanuel Macron a qualifié de « passions tristes ». Et bien moi, je crois tout le contraire, je crois qu'il faut des racines bien plantées dans le sol, je crois à la continuité historique, je crois à la transmission. C'est même pour moi une des raisons essentielles de mon engagement politique. J'ai une vision pour la France et je veux pouvoir transmettre à nos enfants les racines dont ils sont les héritiers. Ce n'est pas une passion triste c'est notre première fierté.

Et c'est cette fierté qui fait que la France n'est jamais une page finie de l'histoire. Tocqueville portait cette confiance quand il disait qu'en France, « toutes les générations sont pour ainsi dire contemporaines. Un homme connaît presque toujours ses aïeux et les respecte ; il croit déjà apercevoir ses arrière-petits-fils, et il les aime. Il se fait volontiers des devoirs envers les uns et les autres, et il est prêt à sacrifier ses jouissances personnelles à ces êtres qui ne sont plus ou qui ne sont pas encore. »

C'est cela la France, et c'est cela notre vocation, avoir de la fierté pour notre passé, de l'affection pour le présent et de l'ambition pour l'avenir.

Notre responsabilité est immense. Faire en sorte qu'il reste quelque chose de la civilisation, de notre art de vivre, de l'héritage français pour que la France puisse encore susciter du désir.

Vive la République et vive la France.